

# Rapport des élu-es fédéraux

## 2022 - première moitié de 2023

Le début de l'année 2022 et les mois qui ont suivi ont été marqués par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Mise sous pression, la Suisse s'est finalement ralliée aux sanctions prononcées par l'Union Européenne. Les Socialistes ont été pleinement partie prenante de cette position et ont milité et continuent à s'engager pour que celles-ci soient réellement appliquées ce qui n'est pas une évidence....

Les débats importants ont porté sur la révision de la LPP21 dont la mouture finale, votée en mars 2023 ne respecte pas les promesses du Conseil fédéral et de la droite car elle ne permet pas de maintenir le niveau des rentes malgré la baisse du taux de conversion qui passera de 6.8% à 6%. Un référendum a donc été lancé par une alliance incluant notamment le PS et les syndicats. Le nombre de signatures requis a été atteint en un temps record.

Les Socialistes ont aussi dû s'opposer à plusieurs projets de révision du droit du bail qui ont pour but d'affaiblir les droits des locataires, notamment en rendant la sous-location plus précaire et en facilitant la résiliation des baux en cas de besoin du propriétaire. Là encore, les travaux ont duré plusieurs années mais ont malheureusement abouti et ont été votés en juin 2023. Les référendums sont déjà prêts à être lancés.

Mais 2022 a aussi vu une avancée importante dans la révision du droit pénal sexuel qui reconnaîtra désormais l'autodétermination de la victime, souvent une femme. Avec la version du « Non, c'est Non » associé à la reconnaissance de l'état de sidération, une victime n'aura plus besoin de prouver qu'elle a dû opposer une résistance pour que le viol soit reconnu. Le projet a finalement été voté en juin 2023 et entrera en vigueur en juillet 2024. Laurence Fehlmann Rielle, Christian Dandrès et Carlo Sommaruga ont tous trois travaillé avec persévérance et conviction pour que cette réforme aboutisse, et ce d'autant qu'ils/elle font partie des commissions des affaires juridiques du National et des États qui étaient en charge du dossier.

Le début d'année 2023 a vu la débâcle du Credit Suisse et son rachat par l'UBS prôné par le Conseil fédéral. Le parlement ayant été mis sur la touche par l'application du droit d'urgence, une session spéciale a été organisée en avril 2023 pour discuter de ces décisions. Même si le rachat a été décidé sans l'aval du Parlement, le Conseil fédéral désirait ardemment voir sa décision confirmée par ce dernier ce qui n'a finalement pas été le cas. Le PS a joué un rôle déterminant dans le refus de ces tractations bien que cela n'ait pas eu de conséquences directes. Après de nombreuses discussions, il y a eu un consensus pour mettre en place la commission d'enquête parlementaire qui doit faire la lumière sur le rôle de chacun des acteurs (Conseil fédéral, BNS, FINMA). Le PS est représenté par Roger Nordmann au sein de cette commission.

Les Socialistes restent une force de proposition et d'opposition respectée au sein du parlement mais au vu du rapport de force déséquilibré entre la gauche et la droite, il est indispensable de maintenir la mobilisation en lien avec les syndicats, l'Asloca, la grève féministe, ainsi que les associations de défense des droits humains et environnementaux. Et bien sûr, de faire voter socialiste aux élections fédérales... !

## **1) Mandats parlementaires**

**Carlo Sommaruga, Conseiller aux Etats, est membre des commissions suivantes :**

- Commission des affaires juridiques CE, président
- Commission de politique extérieure CE
- Commission de gestion CE
  - Sous-commission DFJP-Chancellerie fédérale
  - Sous-commission Tribunaux-Ministère public de la Confédération
- Délégation parlementaire aux rapports avec l'AELE et l'UE
- Délégation parlementaire aux rapports avec l'OCDE
- Délégation parlementaire aux rapports avec la Francophonie
- Commission des grâces

**Christian Dandrès, Conseiller national, est membre des commissions suivantes :**

- Commission des affaires juridiques CN
- Commission de rédaction pour la langue française

**Laurence Fehlmann Rielle, Conseillère nationale, est membres des commissions suivantes :**

- Commission des affaires juridiques CN
- Commission des finances
  - Membre de la sous-commission 2 (formation, économie, politique extérieure)
- Commission de l'immunité
- Délégation auprès de l'Union interparlementaire

## **2) Mandats extraparlimentaires :**

**Carlo Sommaruga assume des responsabilités dans les organisations suivantes :**

- PSS, membre du comité du Groupe parlementaire
- ASLOCA Suisse, président
- Solidar Suisse, Président
- Conseil des Suisses de l'étranger, membre du comité

**Christian Dandrès assume des responsabilités dans les organisations suivantes :**

- Membre du comité de l'Asloca Suisse
- Membre du comité de l'AVIVO Genève

**Laurence Fehlmann Rielle assume des responsabilités dans les organisations suivantes :**

- Présidente du Réseau Romand ASA (handicap mental)
- Présidente de l'Université des Cultures de Genève-UPA (Anc. Uni. Populaire Albanaise)
- Présidente de l'Association suisse pour la prévention du tabagisme (AT)

- Présidente de l'Association Suisse-Birmanie
- Membre du Comité de la Licra-Genève
- Membre du Conseil de Fondation SGIPA (formation, ateliers, hébergements pour jeunes avec troubles de l'apprentissage)
- Membre du comité de la FEGPAC (prévention alcool-cannabis)
- Membre du comité de Pro Mente Sana
- Membre du Conseil de Fondation de la FAAG (Formation des aînés)
- Membre de la commission cantonale d'Aide au sport

### 3) Travail parlementaire

**Carlo Sommaruga** a déposé des objets parlementaires dans les domaines suivants :

- **Logement** : diverses motions pour des mesures afin de répondre à la grave crise du logement, protection des locataires contre l'explosion des coûts de chauffage, pour des échanges de logement sans majoration de loyer, etc.
- **Energie** : motion pour une allocation énergie annuelle en faveur des ménages vulnérables.
- **Politique internationale** : motion sur l'augmentation de l'aide à la coopération internationale ; motion pour une Task force en charge du blocage des avoirs des oligarques russes ; motion sur la transposition du crime d'agression défini par le Statut de Rome dans le droit suisse ; plusieurs interpellations sur la protection de la souveraineté de l'Arménie, sur l'occupation illégale de la Palestine, etc.
- **Suisses et Suissesses de l'étranger** : interpellation pour favoriser le retour au vote électronique.
- **Crise du Crédit Suisse** : motion pour l'interdiction du versement de primes aux étages supérieurs de la hiérarchie des banques d'importance systémique ;
- **Égalité** : motion pour une valorisation égale du sport féminin et masculin à la SSR
- **Abus dans l'église catholique** : motion pour un rapport global indépendant des institutions catholiques

A noter que Carlo Sommaruga étant président de la commission des affaires juridiques, il doit faire la majeure partie des rapports issus de la commission pour le plénum des États.

**Christian Dandrès** a déposé de très nombreux objets dans différents domaines, à savoir :

- Motions et postulats sur le **droit du bail** : moratoire sur la hausse des loyers, enrayer la bulle immobilière, contre les résiliations de baux anticipées, contre les discriminations dans l'accès au logement.
- **Droit du travail** : Initiative parlementaire pour protéger les travailleurs contre les abus des plateformes numériques, etc.
- **Santé** : postulat pour faire la lumière sur les pratiques managériale dans le fonctionnement de l'assurance obligatoire de soins, sur le prix des médicaments.
- Des postulats pour une sensibilisation à la protection des données, une motion pour un retour au marché régulé de l'électricité pour les collectivités publiques.

- Un certain nombre d'interpellations et de questions dans le domaine de la solidarité internationale (dénonciation de la politique turque à l'encontre du peuple kurde, contre l'espionnage de personnalités en Suisse, aide humanitaire en Syrie ne doit pas financer Assad et Poutine, etc.)

**Laurence Fehlmann Rielle** a déposé des interventions dans les domaines suivants :

- **Santé-prévention** : un postulat pour demander plus de moyens pour la prévention notamment à travers la Lamal ; interpellation pour lutter contre la grossophobie ; plusieurs motions et interpellations sur l'obligation d'utiliser des médicaments très chers alors qu'il en existe des moins chers aussi efficaces (Lucnetis/Avastin).
- **Tabac** : postulat et interpellations sur le danger des puffs bars (cigarettes électroniques jetables).
- **Nutrition** : divers objets en lien avec l'excès de sucre.
- **Handicap mental** : motion sur l'interdiction de stérilisation sans accord de la personne concernée.
- **Egalité hommes femmes** : Motion sur l'égalité salariale et contre le harcèlement sexuel au travail.
- Plusieurs interpellations et de nombreuses questions en lien avec la solidarité internationale (Myanmar, Turquie, Ouïghours, droit d'asile)

2 octobre 2023.